

SOUS LA DIRECTION DE STÉPHANIE HENNETTE-VAUCHEZ ET LAURIE MARGUET

DE HAUTE LUTTE

LA RÉVOLUTION DE
LA RÉVOLUTION DE

LA RÉVOLUTION DE

L'AVORTEMENT

L'AVORTEMENT

L'AVORTEMENT

L'AVORTEMENT

Table des matières

Sommaire	7
Introduction générale, <i>Stéphanie Hennette-Vachez et Laurie Marguet</i>	9
De l'existence d'un droit à l'IVG en France, <i>Laurie Marguet</i>	17
La consécration en demi-teinte d'un « droit à » l'avortement	22
<i>La clarté des obligations d'abstentions</i>	23
<i>L'ambivalence des obligations de prestation</i>	30
Les garanties insuffisantes du « droit à » l'avortement	34

Première partie

L'avortement, une question démocratique

Le droit à l'avortement, un socle démocratique, <i>Camille Froidevaux-Metterie</i>	47
L'assignation à la maternité, justification séculaire de l'infériorisation des femmes.....	48
Sortir les femmes du carcan de leurs corps procréateurs.....	50
Le corps maternel entre aliénation et puissance.....	54
Le droit à l'IVG, un tournant anthropologique	56
L'atteinte aux droits reproductifs, une atteinte à la démocratie.....	58
L'avortement comme question constitutionnelle, <i>Stéphanie Hennette-Vachez</i>	63
Droit et avortement : de Bobigny à Versailles, en passant par le monde.....	66
<i>Le rôle des juges constitutionnels en matière d'avortement</i>	69
<i>Le silence des textes constitutionnels</i>	76
Constitution(s) et avortement : un si long silence.....	84
<i>Un silence révélateur de l'ordre du genre qui sous-tend le paradigme constitutionnel moderne</i>	85
<i>Constitutionnaliser l'avortement, inventer un nouveau paradigme constitutionnel</i>	90

Deuxième partie

La question de la protection de la vie humaine

L'avortement dans le Code pénal de 1791 : l'incrimination de violences spécifiques faites aux femmes enceintes, <i>Prune Decoux et Hélène Duffuler-Vialle</i>	101
---	-----

L'autonomie du crime d'avortement.....	104
<i>Une catégorie distincte de celle du parricide</i>	104
<i>Une catégorie distincte de celle de l'infanticide</i>	105
<i>Une catégorie distincte de l'homicide</i>	107
L'incrimination des violences faites aux femmes enceintes	109
La protection de la femme enceinte dans l'article 17	110
<i>La femme enceinte, nécessairement victime de son avortement</i>	110
<i>La femme enceinte, nécessairement vulnérable</i>	112
L'absence de condamnation des femmes ayant avorté entre 1791 et 1810	114
L'opposition entre respect de la vie avant la naissance et autonomie des individus : une réelle contradiction ?, <i>Anne-Sophie Giraud</i>	119
Humain ou personne ? L'être anténatal et le brouillage des catégories.....	123
<i>Hésitations et controverses autour des terminologies employées</i>	123
<i>Entretenir la confusion</i>	127
Ni chose, ni personne : l'entre-deux juridique de l'embryon et du fœtus en droit français.....	131
<i>Le cas des mort-nés et des embryons in vitro : des statuts intermédiaires exemplaires</i>	131
<i>Préserver l'indétermination pour préserver un pluralisme institué ?</i>	136
L'activisme catholique contre l'avortement. De la lutte contre la légalisation de l'IVG à la défense de l'embryon dans le débat bioéthique, <i>Céline Béraud et Séverine Mathieu</i>	143
Catholicisme et front antilégalisation de l'avortement	145
Des commandos anti-avortement à l'« activisme bioéthique »	153
Le militantisme « pro-vie » actuel.....	158
<i>Troisième partie</i>	
La question des délais	
Les variations de la durée de grossesse au moment de l'avortement. La distinction entre IVG et IMG : protectrice, mais artificielle ? <i>Justine Chaput</i>	167
Avant la légalisation : tolérance du motif thérapeutique et clandestinité.....	169
La loi Veil : affirmation de la distinction entre IVG et IMG	171
Décider d'avorter : diversité des motifs et temporalité	173
Durée de grossesse au moment de l'avortement : l'effet de la prise en charge « au plus tôt » et du suivi de grossesse	175
Le délai légal de l'IVG : une frontière artificielle entre IVG et IMG	182
Subir et transgresser la loi. L'avortement en dépassement de délai comme expérience de la désobéissance, <i>Sophie Avarguez et Aude Harlé</i>	189

Décider de transgresser la loi : « Parce qu'être hors délai, c'est être hors la loi ? »	192
<i>Sentiment d'illégalité et de clandestinité : lorsque l'avortement est illégal ici et légal ailleurs</i>	192
<i>Éprouver et faire siennes les incohérences législatives : le prix à payer de l'avortement</i>	196
Passer la frontière pour avorter : une instance de socialisation à la subversion ?	202
<i>Avorter coûte que coûte, un acte de bravoure ?</i>	202
<i>Avorter : une désobéissance structurante</i>	206

Quatrième partie

L'avortement : drame, déviance, stigmat

L'avortement, « toujours un drame » ? Les conditions sociales de la (dé)dramatisation de l'IVG, <i>Laurine Thizy</i>	215
Les (dés) accords conjugaux face au devenir de la grossesse	217
<i>Avorter contre sa propre volonté</i>	218
<i>Avorter contre la volonté de son partenaire</i>	220
<i>Avorter avec l'accord (et le soutien) de son partenaire</i>	221
Un moment (in) opportun de la trajectoire de vie : âge et conditions matérielles d'existence	222
<i>Avorter la grossesse de la « dernière chance »</i>	222
<i>Avorter par manque de ressources et/ou pour poursuivre ses études</i>	225
<i>Avorter par choix</i>	227
<i>Articuler l'âge et les conditions matérielles d'existence dans l'étude des (non) maternités</i>	228
Des parcours de soin plus ou moins complexes	229
<i>Des violences médicales aux lourdes conséquences</i>	230
<i>Des parcours de soin entravés</i>	232
<i>La bientraitance comme privilège</i>	233
Les représentations de l'avortement dans le cinéma français depuis les années 1930, <i>Geneviève Sellier</i>	237
Les années 1930 : une faute qui doit être punie	237
L'Occupation : un discours contradictoire	239
Les années 1950 : l'avortement, symptôme de la vulnérabilité des femmes	241
Les années 1960 : le cinéma dans la bataille pour la légalisation	244
Après la loi Veil : des fictions qui banalisent le recours à l'avortement	246
Les années 1980 : retour sur les pages les plus sombres	247
Les années 2000 : des regards féministes sur l'avortement	251
Les premières guérillères : Madeleine Pelletier ou le tiers exclu, <i>Laurie Laufer</i>	257
Le corps des femmes, « un champ de bataille »	263
« Notre corps, nous-mêmes »	266
Que devient une femme si elle n'est pas mère ?	269

Cinquième partie

L'avortement, un acte médical (pas) comme les autres

Les techniques d'interruption de grossesse. Entre encadrement juridique, pratique médicale et formation professionnelle, <i>Philippe Faucher</i>	277
L'influence de la maîtrise du D&E sur l'encadrement du délai d'IVG.....	280
<i>Contestations et résistances au sein de la profession à l'allongement du délai de 12 à 14 SA (loi de 2001)</i>	280
<i>Les difficultés d'application de la loi : un accès à l'IVG complexifié pour les IVG après 12 SA</i>	282
<i>De nouvelles polémiques médicales avant l'adoption de la loi de 2022 visant à allonger le délai</i>	283
<i>Les difficultés d'application de la loi : un accès à l'IVG encore plus complexifié pour les IVG après 14 SA</i>	285
<i>Les problèmes liés à la maîtrise de l'acte D&E</i>	286
<i>Le refus de réalisation de l'acte par certains professionnels de santé</i>	289
L'influence de la maîtrise du geste d'arrêt de vie fœtale (GAF) sur l'acceptation des IMG pour motif maternel.....	291
<i>Le rôle limité des CPDPN sur la décision des IMG pour motif maternel entre 2001 et 2011</i>	292
<i>Le rôle accru des CPDPN sur la décision des IMG pour motif maternel entre 2011 et aujourd'hui</i>	294
<i>Une nouvelle organisation possible de l'accès à une IMG pour motif maternel</i>	295
L'influence ambivalente de l'encadrement juridique sur les réductions embryonnaires.....	298
Des droits sans débiteurs ? Les droits reproductifs face aux mécanismes de réparation du dommage corporel, <i>Lisa Carayon</i>	303
Du préjudice d'avoir un enfant quand on ne le veut pas.....	309
<i>Délimitation du champ</i>	309
<i>Le difficile constat de la faute</i>	310
<i>La causalité à front renversé</i>	312
<i>Les refus stéréotypés des préjudices liés à la naissance</i>	314
<i>Admission à la marge des préjudices moraux</i>	316
<i>Rejet de principe des préjudices matériels</i>	318
Du préjudice de ne pas choisir en conscience.....	320
<i>Stérilisation non consentie : l'introuvable pénalisation</i>	320
<i>Stérilisation mal consentie : la difficile réparation</i>	323
<i>Sur la faute</i>	323
<i>Sur le préjudice</i>	325
Du préjudice d'accoucher « naturellement » : des projets pour l'avenir.....	328

Sixième partie
Garantir l'accès à l'avortement

Du droit à l'avortement à la justice reproductive. Perspectives intersectionnelles, <i>Stéphanie Hennette-Vauchez</i>	333
Justice v. Droits reproductifs : l'apport du féminisme noir.....	336
Autour de l'ouvrage de Myriam Paris : des politiques publiques en matière reproductive marquées au sceau de l'inégalité raciale.....	342
L'avortement à quel prix ? Les dispositifs juridiques de prise en charge financière du recours à l'IVG, <i>Marie Mesnil</i>	347
Les frais mutualisés de la réalisation de l'IVG	350
<i>La loi Veil : un acte médical légalisé mais non remboursé</i>	350
<i>La loi Roudy : un acte médical remboursé, mais qui reste contesté</i>	352
<i>Un acte médical mettant en œuvre un droit fondamental</i>	354
Les coûts cachés du recours à l'IVG	355
<i>Le prix du travail procréatif : un régime légal d'absence limité à la production d'enfants</i>	356
<i>Le prix du choix d'arrêter la grossesse : la carence dans les indemnités journalières</i>	363
Généalogie d'une loi féministe. La loi Neiertz de délit d'entrave à l'IVG (1993) et ses prolongements, <i>Florence Rochefort</i>	367
Limites de la loi Veil et radicalisation des anti-IVG.....	368
L'action de Véronique Neiertz.....	373
Les effets de la loi Neiertz	377
Les extensions du délit d'entrave à l'IVG	379

Septième partie
De l'avortement aux droits reproductifs

Faire de la transparence un désordre, ou comment récuser les droits reproductifs des personnes trans, <i>Laurence Héroult</i>	385
Transition et famille : une incompatibilité médicalement et juridiquement soutenue	388
Transparence et PMA : autoriser et contrôler l'existence des familles.....	390
La préservation de la fertilité des personnes trans : droit, convenance ou incohérence ?	395
Loi de bioéthique et personnes transmasculines : histoire d'un flou juridique et d'une exclusion	401
L'assistance médicale à la procréation ou les déclinaisons renouvelées du projet parental, <i>Laurence Brunet</i>	407
De l'imitation de la nature à la reconnaissance croissante d'une autonomie du projet parental	411

<i>La « naturalisation » de l'AMP.....</i>	411
<i>L'affranchissement du projet parental du modèle de l'engendrement naturel.....</i>	414
Les limites à l'autonomie des projets parentaux.....	418
<i>Les limites intrinsèques au régime d'établissement de la double filiation maternelle.....</i>	419
<i>Les limites liées à la disqualification de certains projets parentaux.....</i>	424

Conclusion. De la désobéissance civile à la Constitution.

Un choix, un droit, une liberté, et toujours une histoire de lutte !

Véronique Sehier..... 431

Annexes

L'avortement en chiffres	459
Bibliographie générale.....	467
Les auteurices.....	491

Historique et capitale, la loi Veil de 1975 était néanmoins un texte prudent qui ne consacrait pas un « droit » des femmes à avorter. Elle définissait un cadre contrôlé permettant, au terme de plusieurs entretiens et d'un délai de réflexion imposé, d'obtenir une interruption de grossesse sans encourir les foudres de la loi. Si l'avortement n'était plus un comportement à punir, il demeurait un choix transgressif.

En dépit des nombreuses évolutions de la législation, d'un recours à la pratique qui demeure extrêmement stable, et de son ancrage social, culturel et politique, la question de l'avortement reste éminemment sensible. Les débats parfois virulents qui, en France, ont entouré sa constitutionnalisation, en ont été la preuve, et les menaces, toujours renouvelées dans leurs formes, ne faiblissent pas.

Cet ouvrage, saisissant l'occasion du cinquantième anniversaire de la loi Veil, entend faire le point sur les connaissances, les étapes juridiques, les difficultés qui demeurent et les représentations sociales et culturelles de ce geste qui, depuis des temps immémoriaux, constitue une donnée structurante de la vie des femmes.

La mobilisation des savoirs académiques dans des domaines aussi divers que le droit, la sociologie, l'histoire, l'anthropologie, la psychologie, la littérature, le cinéma, l'analyse des pratiques militantes, etc., permet de mettre à distance et à l'épreuve nombre d'idées reçues qui continuent de nourrir la perception commune de l'avortement.

Stéphanie Hennette-Vauchez

est professeure de droit public à l'Université Paris Nanterre et membre de l'Institut universitaire de France. Ses recherches portent sur la bioéthique, le genre, ainsi que sur les questions d'égalité et de non-discrimination.

Laurie Marguet est maîtresse

de conférences en droit à l'université Paris-Est Créteil, spécialisée dans le droit des libertés fondamentales et le droit de la bioéthique. Ses recherches portent sur les questions de genre.

28 € TTC prix valable France

ISBN : 978-2-271-15175-9



9 782271 151759



www.cnrseditions.fr

Conception :
offgraphisme.fr